Zeitschrift: Unsere Kunstdenkmäler : Mitteilungsblatt für die Mitglieder der Gesellschaft für Schweizerische Kunstgeschichte = Nos monuments d'art et d'histoire : bulletin destiné aux membres de la Société d'Histoire de l'Art en Suisse = I nostri monumenti storici : bollettino per i membri della Società di Storia dell'Arte in Svizzera

Herausgeber: Gesellschaft für Schweizerische Kunstgeschichte

Band: 32 (1981)

Heft: 3

Artikel: Rencontre de chercheurs Français et Suisses Romands

Autor: Cassina, Gaëtan

DOI: https://doi.org/10.5169/seals-393413

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Mehr erfahren

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. En savoir plus

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. Find out more

Download PDF: 12.07.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, https://www.e-periodica.ch

egger unermüdlich wertvollste Dienste, ausgewiesene und junge Fachleute der Suisse romande betreuten die Stadtführungen und Exkursionen mit grossem Geschick und gewährleisteten damit dem organisierenden Sekretariat Bern den geschätzten Erfolg. Auf acht Rundgängen wurden am Samstagnachmittag die architektonischen Schätze von Lausanne und des benachbarten Lutry vorgeführt; insgesamt 20 Exkursionen boten am Sonntag bemerkenswerte Stätten rings im Kanton Waadt zum Ziel, von Coppet und Nyon bis nach Avenches, von Romainmôtier bis ins Pays d'Enhaut. Das Wetter war unterschiedlich; es wurde nicht zum Spielverderber und wandte sich am Sonntag endgültig zum Guten. So konnte jedermann reichlich von dem Gebotenen profitieren und schönste Erinnerungen mit nach Hause nehmen.

Zu einem Höhepunkt besonderer Art gestaltete sich der Samstagabend mit der Seefahrt auf zwei grossen Schiffen, auf denen auch das Nachtessen eingenommen wurde, und mit einem solennen Empfang im Schloss Chillon durch die waadtländische Regierung, als deren Sprecher Staatsrat Raymond Junod den Gruss entbot.

Einen neuen Akzent erhielt diese 101. Jahresversammlung am Montag, den 18. Mai, indem unter der Leitung von Paul Bissegger, Autor der Kunstdenkmäler des Kantons Waadt, einige Inventarisatoren der Westschweiz mit drei eingeladenen *Gästen aus Frankreich* einen *Gedankenaustausch* über die wissenschaftliche Aufnahme von historischer Bausubstanz und Gegenwartsarchitektur pflegten und als praktisches Beispiel die Stadt Morges besichtigt wurde. Das Gespräch über die Landesgrenzen erwies sich als faszinierend; Gaëtan Cassina, Bearbeiter der Kunstdenkmäler des Kantons Wallis, berichtet darüber im anschliessenden Beitrag.

RENCONTRE DE CHERCHEURS FRANÇAIS ET SUISSES ROMANDS

A la suite du récent Colloque international de Strasbourg [1], et dans un esprit d'ouverture bienvenu, Mme Lucie Burckhardt, notre présidente, a saisi l'occasion de l'Assemblée annuelle de Lausanne pour y inviter quelques collègues étrangers. A l'instigation de M. Paul Bissegger, chargé pour une grande part de l'organisation de ces journées, plusieurs savants de France voisine ont été conviés non seulement à l'assemblée générale et aux excursions, mais encore à une rencontre avec les rédacteurs MAH romands, rencontre qui a eu lieu le lundi 18 mai 1981 en guise de point d'orgue à l'assemblée annuelle de la SHAS.

Sans ambitions démesurées, cette réunion visait simplement à favoriser les contacts personnels entre chercheurs francophones de régions limitrophes, tous occupés et préoccupés par l'inventaire du patrimoine, pour permettre de développer les échanges d'expériences et d'informations par dessus les frontières politiques, celles-ci étant souvent peu significatives en matière d'histoire de l'art.

Cette rencontre a groupé: du côté français, Mme Marie-Claude Mary, secrétaire régional pour la Franche-Comté de l'Inventaire Général des Monuments et Richesses Artistiques de la France (IGMRAF), MM. Roger Lehni, secrétaire régional pour l'Alsace de l'IGMRAF, et Bernard Marrey, chargé de recherches à la Direction de l'Architecture, à Paris, spécialiste d'architecture «nouvelle» ou «récente» qui a collaboré à un inventaire dans la région Rhône-Alpes; du côté helvétique, les rédacteurs MAH Paul Bissegger, Marcel Grandjean, Monique Fontannaz et l'auteur de ces lignes, ainsi que MM. Gilles Barbey, rédacteur INSA, et Hans Maurer, représentant la SHAS. Malheureusement, MM. Marc Pabois, secrétaire IGMRAF pour la région Rhône-Alpes, Claude Jaccottet, président de la Commission cantonale vaudoise des MAH, et Mme Erica Deuber, membre de la Commission de rédaction de la SHAS, n'ont pu se libérer pour participer à cette journée.

Une matinée de discussion dans les locaux MAH des Archives cantonales vaudoises, puis une visite de Morges axée sur les apports artistiques français qu'on y décèle, ont permis de comparer les avantages et les inconvénients des principes respectifs observés pour l'établissement des inventaires français et suisses. La différence des objectifs explique, avec quelques autres considérations (démarrage du travail à des dates fort éloignées, étendue et richesse des territoires à inventorier incomparables), les divergences d'approche méthodologique entre les recherches menées dans les deux pays.

Nous ne reviendrons pas ici sur les directives en vigueur chez nous, axées sur la publication de volumes MAH et d'ailleurs actuellement en voie de révision, mais nous nous bornerons à rappeler quelques particularités propres au travail d'inventaire mené en France, qui a déjà été décrit à grands traits dans un précédent NMAH [2].

Les équipes de chercheurs de l'IGMRAF doivent procéder, en priorité, à une tâche de documentation selon un système très rigoureusement codifié, précis, efficace, mais qui implique un grand investissement de temps. Cet établissement de dossiers normalisés doit constituer en définitive les «Archives artistiques de la France». On estime, avec un certain optimisme, à quelque 30 années le laps de temps nécessaire pour couvrir le territoire national suivant ce processus, qui aboutit au passage sur microfiches des fiches signalétiques «manuscrites». Cet inventaire revêtira l'avantage évident d'être accessible en permanence à tous les publics et aussi de maintenir les dossiers ouverts (les microfiches notamment), avec possibilité de les modifier et de les compléter en tout temps. Dans cette perspective, le livre ne fait plus figure que de «sous-produit», largement dépassé par la problématique de notre fin de siècle et par les moyens dont nous disposons pour essayer d'y répondre.

On retiendra en outre que la redoutable et redoutée centralisation française laisse néanmoins aux régions le choix d'options diversifiées pour la réalisation de l'IGMRAF. Pour revenir à la France voisine, on notera que l'Alsace, où le travail d'inventaire est en cours depuis une quinzaine d'années, a déjà publié 3 volumes. L'essentiel demeurant le «constat du patrimoine architectural», en raison du retard considérable pris dans ce domaine par rapport à d'autres pays, on a renoncé à des recherches d'archives poussées, comme cela a été le cas, par exemple, pour l'Ile de Ré ou pour Aigues. Toute autre par contre est la démarche suivie en Franche-Comté, qui a mis en train son inventaire de-

puis à peine cinq années. On y a mis l'accent sur l'ouverture à l'informatique, en déployant des efforts dont on attend les premiers fruits pour 1982 ou 1983 déjà. Mais on ne prévoit pas de volumes d'inventaire avant très longtemps, et l'on se limite à la formule dite de pré-inventaire. Si aucune recherche d'archives ne peut y être menée, on met sur pied toutefois des expositions [3] avec catalogues ou autres publications. La région Rhône-Alpes, dont l'inventaire n'a pas commencé depuis très longtemps non plus, a adopté un processus comparable à celui de l'Alsace [4]. Enfin, diverses tentatives de sensibilisation du public à l'architecture «nouvelle», notamment à Paris et précisément dans la région Rhône-Alpes, au moyen d'expositions et de publications diverses, peuvent être considérées comme des entreprises, certes plus ponctuelles, mais parallèles à notre INSA.

Par-delà les différences d'approche, le dénominateur commun que représente l'inventorisation de patrimoines apparentés à maints égards devrait suffire pour prolonger et renouveler les contacts amorcés le 18 mai à Lausanne entre chercheurs de France et de Suisse. Les conditions dans lesquelles s'est déroulée cette première rencontre permettent d'espérer que les bonnes intentions manifestées alors ne resteront pas qu'un vœu pie.

Gaëtan Cassina

Notes

[1] Voir Paul Bissegger, «Problèmes de l'inventaire scientifique. Colloque européen à Strasbourg», dans *Nos Monuments d'Art et d'Histoire*, XXXII, 1981–1, pp. 9–14.

[2] *Ibidem*, pp. 10–12.

[3] Par exemple *«Paysages et architectures dans l'arrondissement de Pontarlier»*, Catalogue IGMRAF n° 91, juin 1980.

[4] Soit publications canton après canton; signalons en outre l'exposition «Connaître son patrimoine» présentée à Ripaille (près de Thonon), à partir du 6 juin 1981.

WOHNLICHERE UND MENSCHLICHERE STÄDTE

EINE KAMPAGNE DES EUROPARATES FÜR DIE «WIEDERGEBURT DER STADT» BEWEGT AUCH DIE SCHWEIZ

1970 lancierte der Europarat das Jahr des Naturschutzes, 1975 dasjenige der Denkmalpflege und des Heimatschutzes; 1981 soll nun im Dienste der Stadterneuerung stehen. Die 21 Mitgliedstaaten des Rates haben sich das Ziel gesetzt, unter dem Motto «Städte zum Leben» einen Erneuerungsprozess in ganz Europa einzuleiten, wobei die menschliche Gemeinschaft und Verantwortung in den Mittelpunkt gestellt werden. Unter der Obhut des Schweizerischen Städteverbandes ist ein *nationales schweizerisches Komitee* gegründet worden, wobei der Bundesrat Vertreter des Bundes, der Kantone und Gemeinden gewählt hat. *Präsidiert* wird das Komitee von Urs Widmer, Stadtpräsident von Winterthur, Aktuar unserer Gesellschaft. Für die bis Februar 1982 dauernde Kampagne stehen knapp 500 000 Franken zur Verfügung, mit denen aber schon erstaunlich viele Aktivitäten entfaltet worden sind: eine lebhafte Information, eine instruktive Wanderausstellung, welche die ganze Schweiz erfassen will, Wettbewerbe, Symposien.